



Villes multiples (Australie). StepOne : Outils pour la lutte contre le racisme et pour la cohésion communautaire¹

Nom de la politique : StepOne: Outils pour la lutte contre le racisme et pour la cohésion communautaire

Date de début : 2008 (création du projet)

Date d'achèvement: En cours

CONTEXTE

CONTEXTE GOUVERNEMENTAL : Contexte national

L'Australie est l'un des pays les plus divers au monde avec une population de 22 millions d'habitants issus de plus de 270 origines différentes et qui possèdent un large éventail de traditions culturelles et religieuses. Les autochtones constituent 2,5% de la population totale, pourcentage qui ne cesse d'augmenter. Parmi les habitants autochtones, 89,6% s'identifient comme aborigènes, 6,5% comme habitants des îles du détroit de Torres et 3,9 % comme aborigènes et habitants des îles du détroit de Torrèes simultanément (ABS 2010).

¹ L'**Observatoire Villes Inclusives** est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale. Il contient plus de soixante études de cas sur des politiques innovatrices en matière de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des genres, de protection de l'environnement ou d'éradication de la pauvreté, entre autres. L'initiative a été mise en œuvre avec le soutien scientifique du Professeur Yves Cabannes de la University College of London (15 études de cas) et de l'équipe de chercheurs du Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra, qui a travaillé sous la direction du Professeur Boaventura de Sousa Santos (50 études de cas). Cet Observatoire a permis de détecter et d'étudier des expériences réussies susceptibles d'apporter des éléments capables d'inspirer d'autres villes dans la conception et la mise en place de leurs politiques d'inclusion sociale.

L'**Observatoire Villes Inclusives** a été créé par la Commission d'inclusion sociale, de démocratie participative et des droits humains de CGLU. **Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU) est la plateforme mondiale qui représente et défend les intérêts des gouvernements locaux auprès de la communauté internationale et travaille pour donner aux villes un plus grand poids politique dans la gouvernance mondiale. La **Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains** a pour mission de contribuer à la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains. Elle vise aussi à guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques et, dans ce sens, promeut des débats politiques, l'échange d'expériences et l'apprentissage mutuel entre villes du monde entier.

Pour de plus amples informations: www.uclg.org/cisdp/observatory.





Après la fin de la Seconde guerre mondiale, un programme de migration de grande envergure vers l'Australie a été lancé pour contrer une importante pénurie de main d'œuvre et accréditant l'idée qu'une croissance importante de la population était indispensable pour l'avenir du pays. La population australienne de l'époque était d'environ 7 millions d'habitants, dont 90% étaient nés dans le pays. Depuis 1945, plus de 7 millions de personnes se sont installées en Australie comme immigrés, entraînant des répercussions importantes pour la population du pays. En 2009, un quart de la population australienne était né à l'étranger (5,8 millions), poursuivant la tendance historique d'une proportion élevée de personnes nées à l'étranger en Australie. Les personnes nées au Royaume Uni constituent le groupe le plus nombreux de résidents nés à l'étranger, suivies par celles nées en Nouvelle Zélande, en Chine, en Inde et en Italie. Les groupes d'immigrés récents les plus nombreux sont originaires de: Nouvelle Zélande, Royaume Uni, Inde, Chine, Philippines, Iraq, Sri Lanka, Malaisie et Myanmar (dans cet ordre).

Bien que la langue nationale soit l'anglais, la diversité culturelle de la population australienne est telle que plus de 400 langues sont parlées dans le pays, dont les langues autochtones. Près de la moitié de ces langues sont parlées par des immigrés en provenance du monde entier qui se sont installés en Australie.

Dans l'ensemble, la population australienne se concentre surtout dans les capitales, une tendance encore plus marquée dans le cas des immigrés. Les quatre cinquièmes de la population née à l'étranger vivent dans des capitales, contre trois cinquièmes de la population née en Australie. La population autochtone d'Australie se distribue de façon différente : moins d'un tiers vit dans une capitale. D'autres indicateurs culturels mettent en relief le contraste entre les résidents australiens urbains et ruraux. En 2006, 90% des personnes qui déclaraient leur adhésion à une religion non chrétienne habitaient une capitale. De façon similaire, 88% des personnes parlant chez elles une langue n'étant pas l'anglais habitaient une capitale. Sydney et Perth sont les deux capitales avec le taux le plus élevé de résidents nés à l'étranger (plus d'un tiers chacune). Hobart présente le pourcentage le plus faible d'Australiens nés à l'étranger (13%).

Niveau de décentralisation du pays

Il existe trois niveaux de gouvernement en Australie : le niveau fédéral (national), le niveau de l'État (territorial) et le niveau local. Le gouvernement local n'est pas mentionné dans la Constitution australienne. L'ALGA, - l'organisme représentant les gouvernements locaux en Australie -, plaide pour une modification de la Constitution en vue de la reconnaissance du rôle prépondérant des gouvernements locaux pour le bien-être national dans toute une série de domaines au niveau social, économique et démocratique.

Les pouvoirs du gouvernement local sont définis par l'autorité étatique ou territoriale qui a des responsabilités majeures en matière d'infrastructures communautaires, d'entretien des routes, de permis de planification et de développement et de services sociaux comme le ramassage des ordures. Les services sont financés par le biais de l'impôt sur le foncier et de financements de l'État et du gouvernement fédéral. Jusqu'à tout récemment, les responsabilités des élus locaux australiens étaient définies par le cliché des 3 "R" (initiales en anglais de *routes*, *taxes* et *ordures*). Toutefois, ces dernières années, les gouvernements fédéraux et étatiques ont transféré de plus en plus de compétences aux gouvernements locaux, parallèlement à la responsabilisation des gouvernements locaux vis à vis de leurs résidents. Cette capacité accrue s'explique également par un programme d'intégration progressive des gouvernements locaux





mis en place dans l'ensemble du pays au siècle dernier. Cette rationalisation des ressources a conduit à un élargissement des conseils municipaux administrant des communautés plus diverses et une base plus large de contributions, qui, à son tour, a permis une plus grande efficacité et des capacités accrues ainsi qu'une meilleure spécialisation des services, du personnel et des programmes.

Actuellement, on compte 560 conseils municipaux en Australie avec des caractéristiques et des modes de fonctionnement très divers. Par exemple, Murchison Shire, en Australie occidentale, a une population de 110 habitants, tandis que la ville de Brisbane a une population de 1 027 847 habitants. Le gouvernement municipal de Peppermint Grove à Perth s'étend sur une surface de 2 km², tandis que le East Pilbara Shire, en Australie occidentale, recouvre 371 696 km².

Échelon de gouvernement de mise en œuvre de la politique: échelons sous-municipal, municipal, de district, régional, provincial et intercommunal (communautés multiples)

L'outil StepOne a été essentiellement conçu pour le gouvernement local, mais il convient également à des niveaux de gouvernement et de politique plus petits ou plus élevés, du gouvernement sous-municipal à celui de l'État (provincial). La majorité des études de cas citées sont basées sur des initiatives de portée municipale, mais certaines portent sur d'autres échelons : sous-municipal, municipal, de district, régional, provincial et intercommunal (communautés multiples). Par exemple, le projet de Leadership des Femmes de Cultures et Langues diverses (CALD) (*Culturally and Linguistically Diverse (CALD) Women's Leadership*) a impliqué trois domaines du gouvernement local qui abordent le problème de la faible représentation des femmes CALD dans des fonctions de leadership et de prise de décision dans leurs communautés. En revanche, le projet Harmonie entre l'Est et l'Ouest (*East and West in Harmony*) avait pour but d'encourager le volontariat parmi les jeunes de certaines origines culturelles dans le pays.

CONTEXTE SOCIAL

Bien que les citoyens australiens se caractérisent par une grande diversité culturelle et linguistique, de nombreuses personnes CALD (de Cultures et Langues diverses) se heurtent à des barrières pour obtenir un niveau de vie satisfaisant en Australie. Les barrières sont particulièrement importantes dans le cas de personnes d'origines non anglophones. La question de l'accès à l'emploi constitue l'une de ces barrières : ainsi, en période de très fort taux d'emploi, 36 % des immigrés arrivés récemment ont signalé des difficultés pour trouver un premier emploi pour des raisons telles que le manque d'expérience de travail en Australie ou le manque de références (56%), les difficultés linguistiques (35%) et le manque de relations et de contacts locaux (29%). Les immigrés venant des principaux pays anglophones avaient davantage de possibilités de trouver un emploi que ceux nés dans d'autres pays (88% contre 76%).

Les trois niveaux de gouvernement (national, étatique et local) mettent en œuvre de nombreuses initiatives politiques et de financement afin d'encourager l'harmonie et la cohésion dans la communauté entre les personnes de différentes origines linguistiques et culturelles. En février 2011, le gouvernement fédéral d'Australie a lancé une nouvelle politique multiculturelle





« Populations d'Australie » (People of Australia), pour réaffirmer l'importance d'une nation forte d'une culture diverse et d'une société unie. Cette politique est soutenue par une initiative nationale, le Programme de Diversité et de Cohésion sociale (Diversity and Social Cohesion Program), lequel finance un programme de subventions communautaires pour lutter contre les intolérances religieuses, culturelles et raciales. Les gouvernements des États mettent aussi en place des programmes de financement similaires, comme les financements de la Commission multiculturelle du gouvernement de l'État de Victoria (Victorian State Government Multicultural Commission) pour des manifestations et des festivals multiculturels et des financements de soutien à la communauté de Victoria qui ont pour but d'aider à construire des communautés et des quartiers plus forts, plus actifs et plus inclusifs.

Le gouvernement local est le niveau de gouvernement le plus proche et directement accessible aux citoyens. Les conseils municipaux d'Australie jouent un rôle très important dans le maintien et la cohésion des communautés ayant une forte diversité culturelle et linguistique, bien qu'il existe différents niveaux de réponse à la diversité culturelle dans les systèmes et dans la prestation de services. La plupart des gouvernements locaux ont un membre du personnel responsable du développement des politiques et des services multiculturels. Cependant, ces postes sont définis de façons différentes : certains conseils municipaux ont désigné un-e ou plusieurs responsables pour gérer la question du multiculturalisme, les responsables des plans CALD ou des chargé-e-s des questions d'Égalité et d'Accès. Dans d'autres gouvernements locaux, ce poste est combiné avec d'autres fonctions traitant des affaires sociales comme l'accès des autochtones, ou des personnes handicapées ou se situe dans un contexte plus vaste de développement d'une communauté ou de planification sociale. L'intérêt de chaque gouvernement local est souvent déterminé par les différents taux de diversité et la taille et la capacité des gouvernements municipaux dans les zones métropolitaines, régionales et rurales. Par exemple, à Fairfield, une zone de proche banlieue de la plus grande ville australienne – Sydney -, 53% des 95 343 résidents sont nés à l'étranger. En revanche, à Yarrabah Shire, dans la région nord du Queensland, 97% des 2 700 habitants s'identifient comme autochtones ou habitants des îles du détroit de Torrèes.

Dans l'État de Victoria, le plus haut organisme de représentation des gouvernements locaux – l'Association municipale de Victoria, a dédié un poste consacré aux dossiers CALD, mais celui-ci n'a pas d'équivalent dans d'autres États.

Il existe un fort degré d'interdépendance entre les différents niveaux de gouvernement et les acteurs non gouvernementaux dans les domaines de la cohésion sociale, de la politique multiculturelle et la prestation de services. Par conséquent, de nombreuses initiatives, y compris des études de cas présentées dans StepOne qui se situent à la croisée entre la culture (diversité culturelle) et la politique sociale (participation et inclusion sociale), sont menées par des organisations de la société civile et non par des gouvernements. Il existe un ensemble d'initiatives en Australie qui visent à encourager une répartition plus équilibrée de la diversité culturelle, au profit aussi bien de la population d'accueil que des communautés CALD. Par exemple, certains programmes de réimplantation des réfugiés ont été conduits par les églises, avec le concours du secteur industriel, du gouvernement local, des organisations de la société civile et des citoyen-ne-s locaux, qui reconnaissent tous-tes la valeur de communautés diverses et accueillantes.





DESCRIPTION COMPLÈTE

Présentation de la politique

StepOne est un site web centralisant des ressources sur les bonnes pratiques des gouvernements locaux australiens en matière de « cohésion communautaire » multiculturelle (<http://www.stepone.org.au/about-stepone.aspx>). Le site web a huit rubriques :

- About StepOne [A propos de StepOne] : présente l'outil
- Community Cohesion [Cohésion de la communauté] : cette page définit et décrit les principes de cohésion communautaire de l'Australie et du Royaume Uni
- Where to Begin [Par où commencer] : décrit les étapes à suivre pour mener à bien un projet de cohésion communautaire avec une liste de références, dont quelques-unes sur les indicateurs
- Good Practice Guide [Guide des bonnes pratiques] : décrit les capacités à construire et les principes directeurs des projets d'harmonisation communautaire
- Partnerships and Funding [Partenariats et financement] : présente des idées pour le développement de partenariats et pour l'obtention de financement auprès des sources gouvernementales et philanthropiques
- Research Reports [Rapports de recherche] : cette rubrique fournit de l'information sur la recherche dans le domaine de la cohésion communautaire, y compris une introduction à la théorie du contact
- Useful Websites [Sites web utiles] : présente une liste de sites web et de ressources utiles sous sept rubriques : Local Government and Multiculturalism [Gouvernement local et multiculturalisme], Access and Equity in Local Government [Accès et égalité dans les gouvernements locaux], Anti-racism Training and Resources [Formation et ressources pour lutter contre le racisme], State and Federal Government sites for Multiculturalism [Sites web du gouvernement fédéral et des gouvernements des États pour le multiculturalisme], Useful Community Cohesion Resources [Ressources utiles pour la cohésion communautaire], Media Advocacy [Plaidoyer des médias] et Other International Sites of Interest [Autres sites web internationaux d'intérêt]
- Case studies [Études de cas] : reprend l'information détaillée sur les études de cas issues de toute l'Australie qui ont été retenues comme exemples de bonnes pratiques dans des projets de cohésion communautaire; actuellement, 48 études de cas sont disponibles et de nouvelles suggestions sont acceptées. Les études de cas sont classées dans les catégories suivantes:
 - Anti-racism and myth busting [Lutte contre le racisme et les clichés]
 - Conflict resolution [Résolution de conflits]
 - Connections between communities [Relations entre les communautés]
 - Integration, mentoring, and social inclusion [Intégration, tutorat et inclusion sociale]
 - Crisis intervention [Intervention en cas de crise]
 - Public arts and creative interventions [Interventions créatives et artistiques publiques]
 - Reciprocity and working together [Réciprocité et collaboration]





- Town centre and other shared space projects [Le centre-ville et autres projets d'espaces partagés]
- Other [Autres]

Le coordinateur de projets a retenu les études de cas après un appel à projets lancé à l'échelle nationale essentiellement destiné aux gouvernements locaux. Bien que quelques-unes des initiatives aient été évaluées indépendamment de leur impact, un choix minutieux a été fait pour choisir les politiques les plus à même d'atteindre la cohésion de la communauté ou d'encourager la lutte contre le racisme. Le personnel du projet a déterminé l'efficacité probable de ces activités sur la base des informations issues des recherches effectuées dans ces domaines. La sélection finale des études de cas s'est portée sur les cas présentant les garanties les plus solides dans de nombreux domaines. Chaque étude de cas a été retenue pour représenter un aspect de la pratique décrite dans les recherches pertinentes. Certaines études de cas proposées ont été rejetées car leur domaine d'action était si restreint qu'il a été estimé qu'elles ne pouvaient avoir aucun impact significatif.

Les études de cas reflètent une grande diversité d'approches dans les tentatives de renforcer ou de mettre en place la cohésion communautaire. Elles ont pour but d'encourager les pratiques basées sur des faits et de pousser les gouvernements locaux et d'autres initiatives de cohésion communautaires à être plus ambitieux, plus innovants et à obtenir plus de succès dans leur action.

Les études de cas décrites dans le site comprennent des activités à petite échelle ayant des impacts très locaux jusqu'à des projets de recherche à grande échelle qui mettent l'accent sur les politiques. *The Community Comics Project* (Le projet communautaire des Bandes dessinées), par exemple, encourageait les personnes à créer leurs propres bandes dessinées comme moyen d'expression pour aborder certains problèmes et produire de l'information pour atteindre une forme d'harmonie au sein de la communauté. En comparaison, le projet *International Intercultural City* (Ville interculturelle internationale) s'est penché sur les obstacles institutionnels et les opportunités pour maximiser les bénéfices économiques, en tenant compte des besoins de planification urbaine des villes ayant une population composée de diverses cultures et son but a été de servir de guide pour la future politique sur la diversité et la création de richesse dans les villes.

Antécédents / Origine

Le docteur Amanda Wise, du Centre de Recherche sur l'Inclusion sociale de l'Université de Macquarie, Nouvelle Galles du Sud (Australie), a créé le contenu du site web StepOne. Le docteur Wise a conceptualisé l'idée pour la première fois alors qu'elle travaillait sur un autre projet sur les questions de diversité au sein du gouvernement local d'Ashfield, ville de Nouvelle Galles du Sud, dont la population est très diverse. Le besoin a survécu de créer une ressource pour aider le gouvernement municipal et d'autres gouvernements pour le développement d'approches permettant de tisser des relations plus étroites entre les communautés. Le chercheur a remarqué que les gouvernements municipaux menaient essentiellement des projets à petite échelle « pour avoir la conscience tranquille », souvent des offres traditionnelles telles que les festivals multiculturels. Peu de gouvernements municipaux voyaient « plus grand » et sur le long terme et la plupart d'entre eux travaillaient de manière isolée : chaque gouvernement municipal créait ses propres projets ou essayait de trouver de bonnes idées. À





peine utilisaient-ils les recherches basées sur des données probantes dans le développement de nouveaux programmes et dans les programmes existants. Aucun mécanisme significatif n'avait été mis en place pour partager les succès et les défis.

Le Département fédéral d'Immigration et des Affaires multiculturelles et autochtones (DIMIA), actuellement appelé Département de l'Immigration et de la Citoyenneté, a soutenu la création et la gestion du site web. À l'époque, le DIMA avait une stratégie essentiellement axée sur les gouvernements locaux identifiés comme le lieu privilégié pour mener à bien des initiatives de cohésion de la communauté. L'origine de cette orientation provient peut-être d'une série d'événements malencontreux qui se sont produits dans les communautés locales relevant de la compétence du Département. L'un de ces épisodes a eu des retombées nationales : une série d'émeutes dans la banlieue de Cronulla (Sidney), dans lesquelles ont été impliqués des jeunes gens d'origines culturelles diverses qui ont fait preuve d'un comportement fortement antisocial dans des espaces publics très fréquentés. Le DIMIA s'est également aperçu de la faible portée des efforts menés par de nombreux gouvernements locaux et de la difficulté d'avoir un quelconque impact sans une contribution plus importante en termes de ressources. Son nouveau programme de financement des associations visait à encourager des projets pertinents à l'échelle nationale, avec une mise en œuvre pratique et basée sur des données probantes. Le site web StepOne a été conçu pour fournir les ressources nécessaires pour soutenir les gouvernements municipaux et les organisations dans le développement de ces initiatives.

Une fois le site web achevé, une campagne promotionnelle a été lancée à l'échelle nationale. Chaque gouvernement municipal d'Australie a été informé par support papier et via support électronique de l'existence du site et des ressources disponibles. Des articles ont été rédigés et publiés dans des publications pertinentes des gouvernements locaux. Des sessions d'information ont été organisées dans chaque capitale en vue de présenter cette information aux effectifs du gouvernement local. Le soutien du personnel correspondant des organisations gouvernementales locales, y compris les organisations de haut niveau de chaque État, a permis de maximiser l'utilisation courante du site par leurs membres et les parties prenantes.

Objectifs de la politique

StepOne a été créé pour orienter et fournir des ressources pratiques aux gouvernements municipaux et aux groupes de la communauté souhaitant mettre en œuvre des initiatives de cohésion communautaire. Il avait pour but de fournir une base de données aux gouvernements locaux australiens, et d'aider les Conseils à développer des pratiques mieux documentées et de tisser des liens avec d'autres acteurs menant à bien un travail similaire.

Le site web permet de télécharger des études de cas de bonnes pratiques concernant un large éventail de communautés et de thèmes, dont notamment :

- **La lutte contre le racisme, l'intolérance et les stéréotypes négatifs.**
- La mise en place de **relations positives et durables entre les communautés.**
- Faire en sorte que les communautés collaborent et **interagissent.**
- **Aborder le « sujet complexe » du vivre ensemble, et non seulement du multiculturalisme facile.**





- **Aller au-delà du modèle du « festival multiculturel »** (gastronomie, danse, etc.).
- Apprendre à **vivre en harmonie**, en tirant profit au maximum de notre diversité raciale, culturelle, sociale et religieuse.

Le projet s'est déroulé comme prévu et la version finale de StepOne correspondait à la conception initiale.

Chronologie de mise en œuvre de la politique

Le site web StepOne a été créé sur la base d'un projet de recherche antérieur sur un sujet connexe. Une phase expérimentale a été évaluée positivement et, plus tard, au cours de l'année 2008, un petit groupe de recherche universitaire a mis au point le site web. Depuis, StepOne a fait l'objet d'actualisations successives dans la mesure des possibilités du financement. Une petite subvention reçue en 2011 soutient l'embauche d'un assistant de recherche qui mettra à jour le site web et ajoutera de nouvelles études de cas pour en faire une ressource vivante et actuelle.

Agents concernés

La création de la base de données StepOne a été pilotée par un comité directeur de collaborateurs issus de toute l'Australie qui avaient une expertise et une réputation professionnelle significatives dans le domaine de la cohésion communautaire et du gouvernement local. Il y avait des représentants des gouvernements locaux et fédéraux, des experts universitaires et un professionnel. Les personnes impliquées étaient Beth Cotterill, du Département de l'Immigration et la Citoyenneté ; Rolf Fenner, de l'association des Gouvernements locaux d'Australie; Marcia Coelho, du conseil municipal de Melville, en Australie occidentale ; Lindy Drew, du programme LAMNP de Queensland; Judith Robertson, du gouvernement municipal de Charles Sturt, Australie Méridionale, et le Docteur Jan Ali, de l'Université de Macquarie. La diversité du groupe directeur a permis d'obtenir la collaboration de différents secteurs et gouvernements municipaux du pays, y compris la désignation d'études de cas de différents endroits, et a permis d'assurer un vaste réseau de distribution. La promotion de la base de données continue d'être assurée par le personnel des organes de représentation des gouvernements locaux qui jouent un rôle dans le développement professionnel du secteur.

Bénéficiaires

Le site web StepOne visait principalement le personnel des gouvernements locaux ayant pour mission la cohésion de la communauté. Sont inclus des planificateurs multiculturels ou CALD, des responsables de l'Accès et de l'Égalité, des planificateurs sociaux et des chargé-e-s de participation communautaire. D'autres usagers potentiels du site web incluaient d'autres échelons du gouvernement et les écoles, les églises et les groupes de la communauté intéressés par les questions de cohésion communautaire. La base de données a été conçue pour un public de professionnels, plutôt que d'universitaires, le contenu et le langage ayant donc été adaptés pour s'ajuster au public cible.

Au cours de la période de fonctionnement du site web, l'équipe du projet a reçu des commentaires démontrant que les usagers sont ceux qui avaient été anticipés : essentiellement, les gouvernements locaux mais aussi les écoles, les groupes communautaires





et les églises. Un suivi du nombre de visites du site web est effectué. Ces visites proviennent de toute l'Australie, bien qu'elles aient diminué depuis le lancement du projet et la première campagne promotionnelle de 2008 - 09.

Processus participatifs mis en œuvre

La plupart des études de cas comportent des processus participatifs. Toutefois, le large éventail d'exemples décrits dans la base de données ne permet pas de résumer ces approches ici. Elles se composent de conversations informelles entre participant-e-s au projet *Living Library* (Bibliothèque vivante) jusqu'à des manifestations communautaires à grande échelle comme le *Kingston Carnival* (Carnaval de Kingston). Le projet *Living Library*, par exemple, était une manifestation unique ayant pour but de réunir les personnes par le biais de conversations individuelles. Les visiteurs de la *Living Library* de Lismore étaient des membres lambda de la communauté, issus de toutes les conditions sociales et de différentes origines ethniques et culturelles qui « empruntaient » un « livre vivant » pour une conversation informelle d'une demi-heure. L'évaluation de ce projet a prouvé qu'il était efficace pour encourager la participation de la communauté, lutter contre les stéréotypes négatifs et créer la cohésion sociale. De même, il a inspiré des activités similaires dans d'autres communautés. Sur un mode de participation différent, le projet du Football United essayait d'aider les jeunes réfugiés dans leur parcours d'immigration et d'intégration en Australie en leur assurant un environnement solidaire et agréable par le biais d'un programme de développement du football. Ce projet a permis la participation, à la fois des adhérents des clubs et des jeunes réfugiés.

Différentes études de cas où le projet cherchait à avoir un impact sur la politique et l'action du gouvernement local ont été identifiées. Le projet *Lifecycle* (Cycle de vie) du conseil municipal de Griffith visait à réunir les personnes et à tisser des liens entre les diverses communautés qui forment la communauté locale. Les résultats du projet sont la création d'un réseau plus important d'agences et de fournisseurs de services pour garantir une meilleure prestation de services, coordination entre les agences et cohérence des programmes concernant la connexion et la cohésion. Les résultats de ce projet ont aussi documenté le développement du *Social and Community Plan* (Plan social et communautaire) et du *Cultural Plan* (Plan culturel) du gouvernement municipal.

Le projet *Fraser Coast Partners Against Racism* (Partenaires de Fraser Coast contre le Racisme) cherchait à améliorer les relations raciales et ethniques dans les régions rurales en impliquant les leaders influents de la communauté. Les initiatives du projet pour encourager ce changement comprenaient une liste de stratégies pour renforcer l'harmonie et des outils de formation qui fourniraient une base pour l'organisation de forums locaux par les personnels responsables du développement de la communauté rural et le personnel LGA. Le plus grand gouvernement municipal d'Australie, celui de Brisbane, a dirigé le projet *Hand in Hand* (Main dans la main) pour lutter contre le racisme et rendre la ville de Brisbane plus accueillante. Le projet a eu pour but d'informer les personnes de différentes origines culturelles de l'existence de la Commission de Lutte contre la discrimination de Queensland, des différents types de discrimination et du lieu où ils peuvent porter plainte en cas de discrimination.

La Commission pour la Réconciliation du conseil municipal de Kalgoorlie-Boulder a été mise en place pour améliorer les relations entre les groupes autochtones et non autochtones par le biais de la reconnaissance et du respect. Il s'agit d'une commission formelle du conseil municipal de





Kalgoorlie-Boulder créée sous les dispositions de la Loi du Gouvernement local, qui est l'une des premières du genre en Australie. La commission est constituée de représentants d'une série d'organisations de la communauté et du secteur public qui font des recommandations au conseil municipal sur des questions concernant les autochtones. Le gouvernement municipal d'Ashfield a encouragé son projet de *Community Harmony* (Harmonie de la communauté) dans un effort pour créer une atmosphère accueillante dans le centre multiculturel de la ville. Le projet a permis de tisser des relations avec la plupart des boutiquiers chinois dans le but d'impliquer un plus grand nombre de personnes non chinoises dans des magasins appartenant à des Chinois. A la suite du projet, ce gouvernement municipal a développé de nouvelles initiatives pratiques et des politiques sur la gestion des magasins locaux, y compris l'appui d'un personnel dédié pour travailler à la continuité des initiatives.

Processus d'institutionnalisation de la politique

StepOne est un ensemble d'outils de ressources disponibles gratuitement en ligne. Il n'existe pas de processus ni d'autres prérequis pour permettre aux professionnels, planificateurs ou décideurs de l'utiliser dans leur travail. Son usage suppose que les personnes concernées sont conscientes de son existence et y trouvent l'information utile et pertinente à leur contexte. Son utilité permanente est aussi due au fait que les acteurs contribuent activement au renouvellement de l'outil, à sa pertinence et à l'ampleur et la diversité de son contenu.

Financement

Le gouvernement australien, par le biais du DIMA, a contribué avec un financement initial de 100 000 dollars australiens. Ce financement a servi à recruter un assistant de projet et à concevoir et développer le site web, ainsi qu'à mener la campagne de marketing d'exposition sur les routes nationales. L'Université de Macquarie a financé le contrat d'un chercheur pendant un an pour développer le contenu du site web et le créer. La Commission des Droits de l'homme d'Australie a contribué à la maintenance du site web en 2010 et le Département d'Immigration et de Citoyenneté a contribué avec un petit financement à hauteur de 5 000 dollars australiens pour couvrir l'aide à la recherche pour la maintenance du site web en 2011.

Principaux résultats et réussites

Le coordinateur du projet estime que les principaux résultats de *StepOne* sont sa contribution positive au développement d'une pratique professionnelle en termes de cohésion communautaire et la création de relations plus étroites entre les professionnels des gouvernements locaux ayant des responsabilités dans ce domaine. Le site web a comblé une lacune en mettant des ressources à disposition des municipalités et de leurs personnels et en permettant un apprentissage entre pairs, qui n'existaient pas auparavant, et a encouragé le débat et permis une avancée vers une pratique éclairée et basée sur des données probantes.

Selon le coordinateur du projet, la ressource s'avère encore pertinente et utile pour le groupe cible. Les commentaires informels des principales parties prenantes, telles que les usagers et les organes représentatifs de haut niveau, indiquent que les ressources ont contribué à l'amélioration de la pratique. Aussi bien les collaborateurs que les usagers de la base de données apprécient l'information qu'elle met à leur disposition. Les organisations qui ont fourni des études de cas bénéficient de l'opportunité de partager leur travail et sont ravies de voir leurs réussites divulguées. Certains visiteurs du site web se sont inspirés des études de





caspour mettre en œuvre des initiatives similaires à partir de l'expérience des autres. Certains exemples ont été adoptés plus largement, comme l'initiative *Living Library*, qui a été reprise par d'autres gouvernements municipaux de différentes régions australiennes.

Principaux obstacles

L'un des défis que doit relever une base de données internet comme *StepOne* est la difficulté de la maintenir à jour lorsque le financement se termine. Pour que ce site web soit toujours une ressource utile et attractive, il doit être mis à jour en permanence, avec des ajouts de nouvelles recherches, ressources et études de cas. Ceci requiert l'implication active d'un membre du personnel qui soit au courant des progrès des recherches et contacte activement les gouvernements municipaux pour les encourager à faire parvenir des études de cas. Le site nécessite également une campagne promotionnelle continue pour s'assurer que ceux/celles qui pourraient en bénéficier soient conscient-e-s de son existence. De plus, il est nécessaire d'inciter continuellement les gouvernements municipaux à reconnaître le besoin d'une pratique basée sur des données probantes afin de maintenir une demande pour le site ; d'alimenter une culture de l'évaluation, menant à des initiatives dont l'efficacité est reconnue ; et pour mettre en place des mécanismes de planification et de prestation de services sensibles aux résultats de l'évaluation.

Une contrainte de *StepOne* est l'absence d'évaluation, aussi bien de l'initiative en soi que d'une grande partie des projets présentés comme des études de cas de bonnes pratiques. Aucune évaluation formelle n'a été faite sur l'impact du site web sur l'efficacité des initiatives locales de cohésion communautaires, en grande partie du fait du manque de financement du projet pour l'évaluation. Pas plus que n'a été évalué l'impact d'une grande partie des initiatives présentées, en grande partie parce qu'il n'existe pas encore de solide pratique d'évaluation des impacts des activités réalisées dans ce domaine par les gouvernements locaux. En outre, il existe très souvent des difficultés budgétaires ; la plupart des projets présentés ont un financement si modeste que toutes les ressources ont été utilisées pour la phase de mise en œuvre.

L'initiative *StepOne* n'a pas la capacité en soi de garantir une évaluation formelle, bien que des efforts aient été faits pour compléter l'information présentée dans les études de cas par le biais d'entretiens des gestionnaires des projets et d'autres parties prenantes. En outre, la plus grande partie des projets avaient déjà été achevés de façon adéquate lorsqu'ils sont parvenus aux chercheurs du *StepOne*, et tout effort d'évaluation formelle des impacts auraient été difficile.

Le coordinateur du projet est aussi d'avis que, même si un effort était fait pour évaluer les projets, les impacts seraient difficiles à déterminer avec précision, notamment en ce qui concerne les manifestations publiques ponctuelles telles que les festivals multiculturels. Les défis en termes d'évaluation comprennent les difficultés pour contacter tous les participants et évaluer quel impact a une seule activité sur les attitudes et les perceptions. L'impact des initiatives peut être cumulé et avoir un effet progressif sur une longue période de temps, en particulier si une série d'initiatives est mise en œuvre dans une région déterminée, pouvant toutes contribuer au changement.





Transposition et adaptation de la politique dans d'autres contextes

Le modèle du site web *StepOne* peut facilement être mis en œuvre dans d'autres pays où une pratique de ce genre n'existe pas encore. L'Alliance des Civilisations des Nations unies en partenariat avec l'Organisation internationale pour les Migrations (IOM) a développé une initiative similaire à l'échelle internationale : IBIS (Integration: Building Inclusive Societies). *StepOne* est sur leur site web (www.unaoc.org/communities/migrationintegration/).

Recommandations

En Australie, la priorité politique nationale pour des communautés multiculturelles harmonieuses et le mandat des gouvernements locaux pour la prestation de services répondant aux besoins spécifiques des communautés locales et traitant des questions qui les préoccupent, soutiennent l'existence de cette base de données. Une ressource telle que le site web *StepOne* serait tout aussi utile dans d'autres pays dans lesquels le gouvernement local et la société civile identifient la cohésion communautaire comme un domaine d'action prioritaire.

Néanmoins, il difficile d'émettre un jugement catégorique sur la contribution réelle du projet *StepOne* ou des études de cas de bonnes pratiques présentées, du fait de l'absence d'évaluation. Le projet semble avoir apporté une contribution significative, étant donné le manque d'information existant dans ce domaine émergent, notamment du fait du travail rigoureux mené par les chercheurs dans le développement de la base de données et dans la sélection des études de cas où le critère retenu était l'existence de données probantes. Parmi les indicateurs de l'utilité de la base de données, on trouve : son utilisation au niveau national, les commentaires positifs des parties prenantes et des usagers, et les retombées sur la pratique comme le prouvent certains exemples de cas qui ont été mis en place en Australie à la suite de leur promotion sur le site web.

La difficulté principale de ce projet réside dans la durabilité une fois que le financement se termine. Sans recettes constantes, la base de données sera progressivement moins utile et moins utilisée. Cette difficulté pourrait être évitée si le projet était abrité depuis le début par une organisation ayant un intérêt constant dans les deux domaines (gouvernement local et cohésion de la communauté), un mandat pour poursuivre le travail et du personnel à disposition pour le faire avancer.

RÉSUMÉ

StepOne: Community Cohesion and Anti-Racism Toolkit est une base de donnée en ligne qui regroupe les bonnes pratiques en matière de cohésion des communautés multiculturelles et développée pour les gouvernements locaux australiens. *StepOne* a été créé pour servir de guide, fournir des ressources pratiques et une base de données probantes pour soutenir l'action des agents municipaux et les groupes de la société civile à travers toute l'Australie et leur permettre d'établir des liens avec d'autres entités/groupes menant des actions similaires. Le site web comprend neuf pages qui offrent des informations sur les principes de cohésion communautaire, la mise en place d'un projet, les bonnes pratiques, le développement d'associations et l'obtention de financement, les travaux de recherche pertinents et les sites web utiles.





La base de données regroupe 48 études de cas issus de différentes régions australiennes et d'autres pays. Ces exemples de bonnes pratiques sont classées sous les chapitres suivants : lutte contre le racisme et les clichés, résolution de conflits ; les relations entre les communautés ; intégration, tutorat et inclusion sociale ; l'intervention dans les situations de crise ; interventions créatives et artistiques publiques ; réciprocité et coopération ; centre ville et autres projets d'espaces partagés. Les études de cas couvrent un large éventail de communautés et de thèmes, dont notamment :

- Réduire le racisme, l'intolérance et les stéréotypes négatifs.
- Mettre en place des relations positives et durables entre les communautés.
- Faire en sorte que les communautés collaborent et interagissent.
- Aborder la « question complexe » du vivre ensemble, au-delà du multiculturalisme facile.
- Dépasser le modèle de « festival multiculturel » (danse, gastronomie, etc.).
- Apprendre à vivre en harmonie, en mettant à profit notre diversité raciale, culturelle, sociale et religieuse.

StepOne s'adressait essentiellement au personnel des gouvernements locaux travaillant sur les questions de cohésion communautaire. Les autres usagers potentiels du site web sont : les autres niveaux de gouvernement, les écoles, les églises et les groupes de la communauté. La base de données a été développée pour la première fois en 2008. En 2011 c'est un projet en cours auquel du contenu est ajouté lorsque les ressources humaines le permettent. Le Gouvernement fédéral australien a contribué en octroyant la plus grande partie des financements au projet, à travers le Département de l'Immigration et des Affaires autochtones. Le Centre de Recherche sur l'Inclusion sociale de l'Université de Macquarie et la Commission des Droits de l'Homme d'Australie ont aussi soutenu l'initiative.

La plupart des études de cas impliquent des processus participatifs. Elles vont de simples conversations entre deux individus dans le projet *Living Library* jusqu'aux débats de groupe dans le cadre du projet *Women Speak Out* (Les femmes s'expriment) ou des manifestations à grande échelle comme le *Kingston Carnival*. *StepOne* est une base de données constituée d'un ensemble d'outils disponibles gratuitement en ligne. Il n'existe pas de prérequis ou d'autre condition pour son utilisation par les professionnels, les planificateurs ou les décideurs.

Les principales réussites de la ressource *StepOne* sont (a) sa contribution au développement des pratiques professionnelles traitant de la cohésion communautaire et (b) la création de liens plus étroits entre les professionnels des gouvernements locaux responsables de ces questions. Le site web a permis de combler les lacunes existantes en matière de ressources disponibles, de partage de l'information et d'apprentissage entre pairs. Il a encouragé le débat et a permis le développement de pratiques documentées et fondées sur des données probantes.

Le défi majeur que doit relever une base de données en ligne telle que *StepOne* est la difficulté de maintenir le site web à jour pour les usagers potentiels lorsque le financement se termine. Pour que ce site web continue d'être une ressource utile et attractive, il doit être actualisé en permanence avec l'ajout de nouveaux travaux de recherche, ressources et bonnes pratiques. Une limitation de *StepOne* vient du fait qu'il n'existe pas d'évaluation, tant du projet lui-même que des études de cas présentées sur le site. Aucune évaluation formelle de l'impact du site





web sur l'efficacité des initiatives de cohésion de la communauté locale n'a été effectuée, en grande partie parce qu'aucune ligne budgétaire du projet n'était destinée à l'évaluation. L'impact de la majorité des initiatives n'a pas été évalué non plus. Cependant, l'information disponible indique que, aussi bien la ressource que les études de cas semblent avoir eu un impact positif sur la pratique professionnelle en matière de cohésion communautaire.

Pour plus d'informations

Centre for Research on Social Inclusion
Macquarie University
New South Wales (NSW), Australie
e-mail: [cgsi@scmp.mq.edu.au](mailto:crsi@scmp.mq.edu.au)
Téléphone : 02 9850-9171

Le projet StepOne : www.stepone.org.au/about-stepone.aspx

Remerciements et crédit

Kim Dunphy, du Réseau de Développement Culturel, Melbourne (Australie), a étudié et rédigé cette étude de cas, sous la supervision du Dr. Nancy Duxbury, du Centre des Études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal), en 2011.

Commission d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU):

Tlf : + 34 93 342 87 70
<http://www.uclg.org/cisdp/>

Références bibliographiques

- Australian Bureau of Statistics, 2007, *Labour Force Status and Other Characteristics of Recent Migrants*, Canberra: Australian Bureau of Statistics.
[\[26 March 2011\]](http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Latestproducts/1301.0Feature%20Article32009%E2%80%9310?opendocument&tabname=Summary&prodno=1301.0&issue=2009%9610&num=&view=)
- Australian Bureau of Statistics, 2010, *Australia's Cultural and Linguistic Diversity, Year Book 09-10*, Canberra: Australian Bureau of Statistics.
[\[26 March 2011\]](http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Latestproducts/1301.0Feature%20Article32009%E2%80%9310?opendocument&tabname=Summary&prodno=1301.0&issue=2009%9610&num=&view=)
- Australian Government, 2011, Australia's Multicultural Policy, Canberra: Department of Immigration and Citizenship. <http://www.immi.gov.au/living-in-australia/a-diverse-australia/multicultural-policy/> [27 March 2011]
- Australian Government, 2011, *Fact Sheet 4 – More than 60 Years of Post-war Migration*, Canberra: Department of Immigration and Citizenship. <http://www.immi.gov.au/media/fact-sheets/04fifty.htm> [27 March 2011]
- Australian Local Government Association, 2011, Cultural Diversity page.
<http://www.alga.asn.au/policy/culturalDiversity/> [27 March 2011]





Australian Local Government Association, 2011 (March), *Submission: Australian Government Our Cities – building a productive, sustainable and liveable future, Discussion Paper and A Sustainable Population Strategy for Australia Issues Paper*, Canberra: Australian Local Government Association.
www.alga.asn.au/submissions/.../Submission_to_Our_Cities_March_2011.pdf [27 March 2011]

Wise, A., 2008, *StepOne: Community cohesion and anti-racism toolkit*, Macquarie University.
<http://www.stepone.org.au/>

Entretiens

Pagonis, Con, 2011, Multicultural Policy Advisor, Municipal Association of Victoria, interview 21 March 2011
Wise, Amanda, 2011, Co-ordinator, StepOne project, interview 28 March 2011

